

David Garibay
Université de Lyon, Université Lumière Lyon 2, CNRS Triangle UMR5206

Texte de l'article publié in
Thierry de Montbrial, Philippe Moreau-Desfarges (coord.), *Ramsès 2009, Turbulences économiques et géopolitique planétaire*, Paris, Dunod-IFRI, 2008, p.128-131

Colombie : Vers une sortie militaire du conflit ?

La libération de quinze otages détenus par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), dont Ingrid Betancourt, trois ressortissants nord-américains et onze soldats et policiers le 2 juillet 2008 par un commando de l'armée colombienne, a médiatisé au niveau international le changement de l'équilibre stratégique dans le conflit armé interne. Il faut en effet situer cette opération militaire particulièrement bien préparée et parfaitement réalisée dans la suite des coups portés par le gouvernement aux FARC. L'attaque de l'armée le 1er mars 2008 contre un campement de la guérilla en territoire équatorien et la mort de Raul Reyes, numéro deux de l'organisation et responsable de son action internationale. La mort, annoncée fin mai, de Manuel Marulanda, dit Tirofijo, principal dirigeant des FARC, renforce cette impression, même si son décès est dû à des causes naturelles. Ce changement introduit une dimension nouvelle dans le conflit, mais ne signifie pas pour autant la fin de la violence armée. Le choix du président Alvaro Uribe d'une stratégie militariste, déniait toute dimension politique au conflit et laissant entendre que les groupes armés agissent pour des raisons exclusivement criminelles, ne peut réussir qu'à la double condition de la victoire militaire et du renforcement de la légitimité politique du gouvernement. Si la première semble désormais vraisemblable, la seconde est remise en question par le scandale lié à la révélation des liens étroits entre dirigeants politiques et chefs paramilitaires.

Un choix militaire qui porte ses fruits

Jusqu'à l'élection d'Alvaro Uribe en 2002, les FARC apparaissaient en position de force : elles disposaient d'effectifs, d'armements et de ressources financières importants (provenant du trafic de drogue, des extorsions et des enlèvements), et s'étaient servies des moments de trêve et de négociation pour se consolider. Or depuis 2002, dans le cadre d'une politique dite de sécurité démocratique, le gouvernement mène une guerre ouverte contre la guérilla, considérée comme un acteur criminel, et aucune négociation n'est recherchée. Profitant de la manne financière de l'aide américaine (environ 600 millions de dollars par an depuis 2002), l'armée s'est restructurée et renforcée. Ses effectifs, désormais professionnalisés, ont augmenté, des bataillons d'élites ont été formés à la lutte anti-insurrectionnelle et des équipements modernes et adaptés acquis en nombre (hélicoptères, avions légers). Les actions entre l'armée de terre, la police et l'aviation sont désormais coordonnées, alors qu'elles avaient donné lieu par le passé à d'intenses rivalités. Les États-Unis fournissent une formation militaire, la surveillance aérienne et le contrôle des télécommunications. Entre 2002 et 2007, les effets de ce renforcement ont été la capacité à restaurer l'ordre dans certaines régions stratégiques et dans les axes centraux de communication et la réduction des zones de culture de la drogue.

Depuis 2007, cette stratégie semble donner ses fruits contre les FARC. L'armée concentre ses forces sur les régions où sont présents des détachements des FARC et surtout ses commandants. Des fronts régionaux ont été affaiblis et certains ne sont plus opérationnels. Mais les pertes des FARC témoignent également des difficultés internes (logistique, communications), dans un contexte de prolongement dans la durée d'un affrontement armé de forte intensité. Ainsi, l'exécution en mars 2007 d'une douzaine de députés locaux par les

guérilleros qui les détenaient a eu pour origine une confusion : le détachement pensait être entouré par des soldats, or il s'agissait d'autres guérilleros. L'exécution a été suivie d'une peu crédible explication des FARC qui en a rejeté la responsabilité sur l'armée. Les avatars des tentatives de libérations d'otages fin 2007 et début 2008 sont également le fait des difficultés internes plus que d'un double jeu – comme l'affaire du fils de Clara Rojas né en captivité : les FARC ont annoncé sa libération en signe de bonne volonté, puis ont reconnu publiquement qu'elles ne le détenaient plus. La mort d'un autre membre du secrétariat des FARC, quelques jours après celle de Raul Reyes, tué par ses propres hommes pour assurer leur survie face à des attaques de l'armée, est encore un signe là aussi de ces difficultés.

Enfin, si elles sont moins importantes que ne l'annonce le gouvernement, les redditions individuelles sont significatives, et concernent autant des combattants de base que des dirigeants aguerris. Les effectifs estimés des FARC (entre 9 et 10 000) sont significatifs, mais inférieurs d'un tiers à la moitié de ceux qu'ils étaient en 2000. Les détachements les plus actifs semblent repliés vers les régions frontalières avec l'Équateur et le Venezuela et des régions de présence historique du centre du pays.

Pour le gouvernement, les succès enregistrés dans la lutte contre les FARC s'ajoutent à la démobilisation des groupes paramilitaires, constitués dans les années 1980 pour répondre par la violence aux guérillas, avec l'accord implicite dans certaines régions de dirigeants politiques et militaires. L'accord de démobilisation signé en février 2006 a conduit au désarmement de près de 25 000 paramilitaires. Bogota a été capable d'imposer son cadre de négociation, ce qui apparaissait comme une démonstration de force : sans contenu politique, elle se résumait à une simple démilitarisation contre une amnistie. Or le gouvernement a aussi réussi à cantonner les critiques des organisations de défense des droits de l'homme. L'accord prévoyait la possibilité d'une poursuite judiciaire pour les crimes commis par les paramilitaires, mais les contraintes imposées aux enquêteurs ont conduit à une amnistie de fait, tout en posant le principe de la reconnaissance des victimes.

L'orientation militaire de la stratégie gouvernementale permet la réduction de capacités des acteurs armés contestataires et la restauration de l'ordre. L'inflexibilité affichée par le président n'ouvre cependant aucune perspective à court terme sur la possibilité de traduire un rapport de force militaire favorable en une négociation politique. La position du gouvernement sur la question des otages détenus par les FARC est représentative de cette attitude. Depuis 2001, les FARC ont entrepris d'enlever des otages dans une perspective politique, et non plus simplement financière. Le cas d'Ingrid Betancourt, qui sera restée près de six ans et demi aux mains de ses ravisseurs entre février 2002 et juin 2008, est le plus célèbre, mais ce sont près de 300 personnes qui ont été détenus par les FARC – celles-ci demandent la démilitarisation de deux villages pour un échange de prisonniers. Dès son élection, Alvaro Uribe a refusé toute négociation, même limitée à la libération des otages. Resté sourd aux demandes des familles, il n'a accepté que de manière ponctuelle les gestes de bonne volonté sollicités par Nicolas Sarkozy, en particulier la libération de guérilleros emprisonnés, et ne s'est résigné à une médiation d'Hugo Chavez, le président vénézuélien, que lorsqu'il a eu la garantie que ces libérations n'auraient pas d'autre portée. Or l'élimination de Raul Reyes réduit encore davantage les faibles perspectives de négociation : ce dernier était en effet connu pour être celui qui maintenait des contacts susceptibles d'être mobilisés pour une éventuelle négociation. Les succès militaires de l'armée et l'apparent affaiblissement des FARC ne confortent pas seulement Alvaro Uribe dans la pertinence de ses choix ; ils l'obligent à les poursuivre jusqu'à leur terme affiché, la destruction des FARC.

Une stratégie affaiblie par la révélation de liens avec les paramilitaires

Mais le succès militaire apparent ne doit pas occulter les difficultés politiques.

L'intransigeance présidentielle semble appréciée par une partie de la société : il est reconnu à

Alvaro Uribe la constance de ses choix politiques, mais également sa probité. Or ce point pourrait être affecté par le scandale de la « parapolitique » apparu à la suite du processus de démobilisation des paramilitaires. Dans le cadre du processus d'amnistie, des chefs paramilitaires ont rendu public un accord secret avec des dirigeants civils signé en 2001 et qui établissait une aide mutuelle (financement, protection). Depuis lors, les enquêtes judiciaires visent une soixantaine de parlementaires, dont 30 ont été détenus, ainsi que des gouverneurs et des maires, tous membres des partis qui soutiennent Alvaro Uribe. La ministre des Affaires étrangères, dont des parents ont été inculpés, a démissionné en février 2007, et le ministre des Finances est également inquiet. Ce scandale n'a pas encore touché directement le président, mais il indique à quel point une partie très significative de ceux qui l'ont appuyé avaient des liens directs avec les paramilitaires.

Par ailleurs, les succès de la démobilisation des paramilitaires et l'affaiblissement des FARC ne signifient pas une réduction généralisée de la violence. Si elle baisse dans les villes, cette dernière augmente en milieu rural, en particulier dans les anciennes zones de présence des groupes paramilitaires. Nombre d'entre eux se sont en effet reconstitués, sous la forme de bandes criminelles, pour maintenir leur contrôle sur le trafic de drogue – malgré la réduction des zones de culture, le niveau de la production de cocaïne serait constant. L'autorisation en mai 2008 de l'extradition de chefs paramilitaires vers les États-Unis, où ils sont poursuivis pour trafic de drogue, est une réponse de fermeté du gouvernement face à la remobilisation de certains d'entre eux. Pourtant la mesure permettrait également d'éloigner des témoins centraux du scandale de la parapolitique.

La politique gouvernementale a conduit à une forte polarisation de la société colombienne : le 4 février puis le 6 mars 2008 ont eu lieu deux immenses manifestations pacifiques dans tout le pays pour rejeter la violence, la première contre les FARC, appuyée par le gouvernement, la seconde contre le paramilitarisme et les crimes d'État. Malgré l'immense succès de la seconde, le gouvernement n'y a pas participé, et l'un des conseillers du président l'a dénigré, en la considérant manipulée par les FARC, suscitant de vives protestations, y compris de parlementaires nord-américains.

Du point de vue international, l'inflexibilité est également de mise, ce qui renforce les tensions avec les pays voisins – mais ce dernier aspect semble géré par Alvaro Uribe comme un coût accepté. Il a ordonné l'attaque contre le campement des FARC en sachant que celui-ci se trouvait en territoire équatorien. Il n'a semble-t-il prévenu Rafael Correa, son homologue équatorien, qu'au dernier moment. Du point de vue international, il a géré la crise diplomatique conséquente en rejetant les accusations de Rafael Correa et surtout d'Hugo Chavez, accusés tous deux au mieux d'inaction contre les détachements des FARC présents sur leur territoire, au pire d'entretenir des relations politiques avec elles, voire de les financer. Grâce à l'appui des États-Unis, la diplomatie colombienne est parvenue à éviter une condamnation ferme de l'Organisation des États américains (OEA), alors que la plupart des pays latino-américains ont toujours été sourcilleux sur les questions de souveraineté territoriale. Alvaro Uribe a même réussi l'exploit d'apparaître lors du Sommet du groupe de Rio à Saint-Domingue en juin comme un dirigeant magnanime, contribuant à la mise en scène de la réconciliation entre les « nations sœurs ». L'appui inconditionnel obtenu auprès de l'Administration Bush explique très largement cette attitude. En la matière, la seule remise en question possible pourrait venir du candidat du Parti démocrate à l'élection présidentielle américaine, parti au sein duquel les critiques à la politique des États-Unis en Colombie sont importantes. Or la poursuite de la stratégie du gouvernement Uribe en matière de sécurité dépend très largement de la continuité de l'aide politique et de l'assistance militaire fournies par Washington.

Bibliographie

Daviaud, S., « Déclin des violences en Colombie, un premier bilan », in G. Couffignal (dir.), Amérique latine 2008, « Les Études de la Documentation française », 2008, n°5274-75.
Hylton, F., Colombie, les heures sombres, Paris, IMHO, 2008.
Pécaut, D., « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », Hérodote, n° 123, 2006.